

LA
RÉVOLUTION ITALIENNE
ET
LA LÉGITIMITÉ

Paris. — Impression de Ad. B. Laiton, rue Jacob, 56.



LA
RÉVOLUTION ITALIENNE

ET
LA LÉGITIMITÉ

.._Æ_..



PARIS
DENTU, LIBRAIRE-ÉDITEUR
GALERIE D'ORLÉANS, 13
—
1860



LA

RÉVOLUTION ITALIENNE

ET

LA LÉGITIMITÉ

Ma politique ne sera peut-être pas inutile pour
réconcilier en Europe le progrès des peuples avec
la stabilité des monarchies.

*(Proclamation de Victor-Emmanuel aux peuples
de l'Italie méridionale. 9 oct. 1860.)*

I

Les événements dont l'Italie est en ce moment le théâtre ont eu depuis deux ans le privilège d'absorber presque exclusivement l'attention de toute l'Europe. Les princes, les hommes d'État, les publicistes, tous ceux enfin qui suivent d'un œil intelligent et curieux la marche de leur temps, ont les yeux fixés sur un noble pays, qui, après avoir expié par tant de siècles d'oppression l'éclat de son antique grandeur, se réveille enfin, plein d'une vitalité nouvelle, et vient, fort de son union et de sa persévérance, revendiquer sa part d'existence politique et sa place au banc des na-

tions. Apprécié en sens bien divers, objet de l'espérance des uns, de la crainte des autres, le mouvement italien passionne également tous les esprits. Et certes, la gravité des intérêts engagés dans la lutte est bien digne de cette attention qui de tous côtés se concentre sur la Péninsule. D'une part, en effet, des princes dépossédés, les souverains de la Toscane, de Parme et de Modène, en exil, criant à l'usurpation, et protestant, avec l'appui de l'Autriche, contre la perte de leurs couronnes ; le pape lui-même, privé d'une grande partie de sa domination temporelle ; le roi de Naples, enfin, qui naguère encore régnait sur dix millions d'Italiens, aujourd'hui enfermé dans la seule place forte qui lui reste de ses vastes États, en appelant à l'Europe, et cherchant à intéresser tous les souverains à sa cause ; d'autre part, un peuple, longtemps rebelle à l'unité, qui aujourd'hui, rendu sage par le malheur, marche avec une constance irrésistible à la conquête de son indépendance, s'organise librement sous le sceptre du seul roi italien, et déclare d'une voix unanime que ses anciens souverains sont irrévocablement déchus, comme incompatibles avec la régénération nationale ; enfin, une série d'événements si graves, se précipitant dans un espace de temps relativement si restreint, et déjouant par leur rapidité toutes les prévisions de la sagesse humaine et toutes les combinaisons de la diplomatie : tel est l'étonnant spectacle qu'offre en ce moment l'Italie, spectacle auquel rien ne peut se comparer dans l'histoire, et qui puise un plus grand intérêt dans sa nouveauté même.

Néanmoins cet intérêt ne suffirait pas pour expliquer l'émoi qui s'est manifesté jusqu'aux confins de la civilisation à l'approche de la crise italienne, et que semble redoubler chaque nouvel épisode de la lutte. Quelles que soient les sympathies bien légitimes qu'éveillent dans tous les cœurs généreux les efforts d'un peuple qui reconquiert son indépendance, comment une question purement locale, qui ne toucherait qu'aux intérêts matériels de l'Italie et de l'Autriche, exciterait-elle à ce point l'inquiétude de toutes les nations ? Comment les trois souverains du Nord auraient-ils récemment jugé nécessaire de se réunir à Varsovie pour se faire part de leurs craintes et pour tenter de se concerter sur leur ligne de conduite ultérieure ? Comment expliquer ce malaise qui s'est subitement emparé des gouvernements les plus étrangers à la lutte, si, au-dessous de la question italienne qui se débat, ne s'agitait une autre question qui intéresse au même degré tous les souverains et tous les peuples, tous les gouvernements et toutes les sociétés ?

II

Lorsqu'au commencement de l'année 1859, les armées de la France allèrent porter un généreux secours au petit royaume de six millions d'âmes sur lequel se précipitaient les formidables armées de l'Autriche, on ne se doutait généralement pas qu'à

côté de la question de fait, allait se poser la question de droit, à côté de la question de nationalité, la question de principe. Aux yeux de la plupart, il ne s'agissait que de protéger le Piémont, en repoussant une invasion autrichienne qui pouvait compromettre la sûreté de nos propres frontières ; il ne s'agissait que d'affranchir, depuis les Alpes jusqu'à l'Adriatique, les peuples italiens soumis à une domination étrangère, et de rendre le Piémont assez fort pour pouvoir à l'avenir s'opposer à une nouvelle invasion et contre-balancer l'influence que l'Autriche aspirait à exercer dans toute la Péninsule. Quant aux idées de nationalité italienne, d'unité politique, personne n'y pouvait encore songer. Privée depuis quinze siècles de son autonomie, l'Italie n'avait fait jusque-là que combattre pour le choix de ses tyrans ; si parfois elle avait essayé de reconquérir son indépendance, ses aspirations à la liberté avaient le plus souvent dégénéré en crises violentes, où les passions démagogiques prenaient le dessus sur le sentiment national ; épuisée par les guerres civiles, démoralisée par les rivalités de province à province, de ville à ville, elle semblait incapable de vivre par elle-même, et condamnée à des divisions éternelles. Il ne s'agissait donc pas encore de reconstituer l'Italie (un tel projet n'eût alors semblé qu'une utopie déraisonnable), mais seulement de sauver et de fortifier le seul Etat italien qui fût régi par une Constitution et par une dynastie nationale. Mais le malheur avait porté ses fruits pour les Italiens ; instruits par l'expérience du passé, mûris pour la liberté

par une oppression séculaire, et se sentant solidaires les uns des autres en face de l'ennemi commun, ils avaient enfin compris que leur salut était dans l'union, leur avenir dans l'unité politique, et ils surent marcher au but avec prudence et modération, se gardant avec autant de soin de l'anarchie que du despotisme.

La paix de Villafranca, qui mit fin à la guerre entre le Piémont et l'Autriche, ne put mettre fin à la lutte qui s'était engagée entre les deux principes, le principe de l'absolutisme, que représentait l'Autriche, et le principe de la liberté, que représentait le Piémont. Les gouvernements de l'Italie centrale, imposés aux Italiens par les traités de 1815, issus de l'influence de l'Autriche, et voués par leur origine à la haine des peuples, ne se soutenaient que par l'occupation autrichienne. Aussi, le jour même où les nécessités de la guerre rappelèrent en Lombardie les baïonnettes étrangères qui seules maintenaient leurs sujets dans l'obéissance, les souverains de ces États se retirèrent spontanément, sachant bien que, sans l'Autriche, ils ne pouvaient plus régner. C'est ainsi que, sans avoir eu la peine de se soulever, les Italiens de la Toscane et de l'Émilie se trouvèrent libres. Abandonnés par leurs souverains légitimes, restés sans gouvernement, ils procédèrent avec calme et sagesse, sans émeute, sans violence d'aucune sorte, à leur organisation provisoire, au nom du roi en qui la patrie mettait toutes ses espérances. Ils avaient vu avec indignation leurs anciens princes combattre à Solferino dans les rangs autrichiens, comptant sur le triomphe de l'ennemi public

pour rentrer dans leurs capitales et y exercer de sanglantes représailles : ils les proclamèrent déchus. Malgré les menaces de l'Autriche et des princes dépossédés, malgré les conseils de la France, ils poursuivirent leur œuvre avec une fermeté inébranlable, et, à la face de l'Europe, sous l'égide du principe de non-intervention posé par la France et l'Angleterre, ils se déclarèrent Italiens et indépendants.

La guerre, une fois commencée, entre le parti du despotisme et le parti de la liberté, ne pouvait se terminer que par le triomphe définitif de l'un des deux principes engagés dans la lutte, par l'affranchissement complet ou l'asservissement irrévocable de la Péninsule. Depuis la délivrance de l'Italie centrale, les événements ont suivi leur cours avec une logique inflexible. Un despotisme plus cruel et plus avilissant encore que celui de l'Autriche pesait sur les populations de l'Italie méridionale. Leur malheureux sort avait à diverses reprises attiré l'attention de l'Europe, et les avertissements ne manquèrent pas au roi Ferdinand II. Pendant bien des années, toutes les puissances lui firent entendre de sages conseils, le pressant, tant dans l'intérêt de sa propre dynastie que dans l'intérêt de l'humanité, de céder quand il en était temps encore. Tout fut inutile : le roi de Naples méprisa tous les avis, et s'obstina jusqu'à sa dernière heure dans un aveuglement volontaire et incorrigible. Héritier d'un trône condamné à périr, son fils persista comme lui à lutter contre le mouvement national longtemps comprimé et devenu enfin irrésistible, et il fut brisé dans

la lutte. Au moment où le désespoir avait mis les armes à la main à un peuple naturellement pacifique et indifférent, au moment où les Siciliens demandaient à être libres comme leurs frères de l'Italie du Nord, au moment où, écrasés par le nombre, ils allaient expier leur révolte par un redoublement d'oppression, la Providence leur suscita un sauveur. Un héroïque soldat, un loyal et intègre citoyen, Garibaldi, dont la vie a été consacrée à la réalisation de l'unité italienne, parti de Gênes à la tête de quelques centaines de braves, traversait comme par miracle les croisières napolitaines, et allait de son bras puissant relever la cause des révoltés. En deux mois, à la suite d'une prodigieuse campagne, il avait conquis et pacifié la Sicile. Le gouvernement de François II tombait en dissolution, son trône s'écroulait morceau par morceau, et, au milieu de cette désorganisation générale d'un régime exécré, Garibaldi n'eut plus qu'à débarquer sur le continent, et qu'à entrer en triomphe dans la capitale du royaume dont il était le libérateur. Le cours irrésistible des événements est plus puissant que la volonté des hommes. Le Piémont s'était posé comme le représentant de l'idée italienne : il ne pouvait pas abdiquer ce rôle quand dix millions d'Italiens imploreraient son secours. Entraîné par le mouvement national, auquel il ne pouvait résister sans danger pour sa propre dynastie comme pour la paix européenne, Victor-Emmanuel fut contraint de marcher en avant, de délivrer les Marches et l'Ombrie, et d'aller sous les murs de Gaëte donner la main aux volontaires de Sicile.

Aujourd'hui, par cette réunion, le royaume d'Italie est constitué ; mais la question italienne est loin d'avoir reçu sa solution définitive. Parmi les puissances européennes, les unes sympathisent avec le mouvement italien, les autres le combattent ; mais aucune n'a encore officiellement reconnu le nouvel ordre de choses. Elles ont à concilier les droits des peuples avec ceux des souverains ; mais ces droits semblent inconciliables : il faut choisir, ou l'Italie une et libre, ou le retour à tout prix des princes dépossédés. Le grand-duc de Toscane, les ducs de Parme et de Modène, ont déjà inondé l'Europe de leurs protestations. Le gouvernement romain y a joint une excommunication majeure. Le roi de Naples enfin, renfermé à Gaëte, et désespérant de triompher par ses seules forces, en appelle au jugement de toutes les puissances, et tente un suprême effort pour intéresser tous les souverains à sa cause. Il essaye de leur prouver qu'il existe entre eux tous communauté d'intérêts, et qu'ils sont solidaires de l'atteinte portée à ses droits. « Ma cause est la vôtre, leur dit-il ; mes droits sont ceux qui vous soutiennent ; mes ennemis sont ceux que vous craignez. Si je péris, vous périssez tous ! » Il cherche à se poser à leurs yeux comme le dernier champion de l'ordre en Italie, et comme le représentant de la légitimité, tandis qu'il leur dépeint les patriotes italiens comme les représentants de la révolution. Cet appel a trouvé de l'écho, et, s'il n'a pu déterminer aucun prince à intervenir en faveur du roi de Naples, il a du moins excité une émotion générale. Les souverains de la Russie, de

l'Autriche et de la Prusse, représentants naturels en Europe de la doctrine du droit divin des rois, ont éprouvé le besoin de se concerter sur les mesures à prendre en commun au cas où le principe de légitimité serait mis en question, et ont protesté contre l'atteinte portée aux droits des princes italiens. Enfin, partout ailleurs, les gouvernements se sont alarmés de l'introduction de nouveaux principes contraires aux usages diplomatiques et au droit public européen, et ont fait leurs réserves relativement aux événements d'Italie.

Ainsi donc, à en croire le roi de Naples, le principe de légitimité, sur lequel reposent tous les États, est sérieusement mis en jeu dans la question italienne. Le triomphe des princes dépossédés sera le triomphe du parti de l'ordre; le triomphe des patriotes italiens sera le triomphe du parti de la révolution et de l'anarchie. Si François II rentre dans ses États, toutes les monarchies seront sauvées; s'il est forcé de rejoindre les ducs dans l'exil, le droit d'insurrection sera sanctionné et mis en pratique, rien ne sera plus sacré aux hommes, les peuples ne connaîtront plus d'autres lois que les passions révolutionnaires, les gouvernements seront à la discrétion des caprices démagogiques, l'ordre social sera incessamment menacé. Nous voulons examiner ici jusqu'à quel point sont vraies les assertions de ces princes, qui, après avoir succombé sous le poids de leurs fautes accumulées, veulent s'ériger en martyrs de l'ordre public, et qui, désespérant de concilier à leur cause les sympathies des gens de bien,

imaginent d'y associer la cause d'un principe au maintien duquel toute la société est intéressée. Nous n'avons pas le projet d'entamer ici une de ces interminables discussions auxquelles peut donner lieu le principe de légitimité. Nous nous proposons seulement d'examiner s'il est réellement engagé dans la question italienne ; nous voulons savoir si les patriotes italiens sont des révolutionnaires, et si la cause de l'indépendance est celle de l'anarchie. Nous sommes persuadé qu'un mouvement qui ne s'attaque qu'au despotisme ne saurait mettre en péril le principe de légitimité ; nous croyons fermement que la lutte d'un peuple qui s'affranchit de l'étranger et reconquiert son autonomie ne saurait faire courir aucun danger à l'ordre social ; nous croyons que le réveil d'une nation intelligente ne peut avoir que de bons résultats pour l'humanité. Nous sommes persuadé encore que les droits des peuples peuvent se concilier avec ceux des souverains, et que, loin d'être en antagonisme avec les libertés publiques, la stabilité des monarchies en est le plus sûr et le plus indispensable soutien.

III

Et d'abord, qu'est-ce que la légitimité ? Si nous nous en tenons à l'étymologie, nous reconnaitrons que la légitimité est le caractère de ce qui est conforme à la loi. Un gouvernement légitime est donc celui qui est

fondé sur la loi. Mais de quelle loi parlons-nous ? Est-ce de cette loi que les hommes font et défont à leur volonté ? Cela est impossible. Les hommes font bien la légalité, mais non la légitimité. Or la légalité est essentiellement mobile : le caprice du législateur peut faire que ce qui est légal dans tel pays ou à telle époque devienne illégal en changeant de temps ou de lieu, et réciproquement. La légitimité au contraire est, en principe, immuable. La loi sur laquelle elle se fonde ne peut donc être qu'une loi supérieure, absolue, nécessaire, émanée de cette justice éternelle dont l'Être suprême est le seul dispensateur. Ici se présente une grave objection. Si Dieu est l'origine et la source de toute légitimité, nous serons inévitablement conduits à sanctionner cette théorie du droit divin, qui, en faisant des souverains légitimes les représentants de Dieu sur la terre, donne à tous leurs actes le caractère de lois sacrées et inviolables, justifie les gouvernements absolus et sert d'excuse au despotisme. Nous ne pouvons admettre cette déduction : elle ne repose que sur une confusion de mots, qu'il nous sera facile d'éviter en généralisant l'idée de la légitimité, et en remontant à son acception primitive. La légitimité, disons-nous, est le caractère de ce qui est conforme aux lois de la justice éternelle. Or, dans toute Constitution qui régit une société humaine, il y a incontestablement un principe de légitimité, c'est-à-dire une conformité avec la loi de justice universelle qui régit tous les peuples. Ce principe peut être plus ou moins développé, suivant que la Constitution est plus ou moins

libérale et le peuple qu'elle gouverne plus ou moins civilisé : mais partout il existe ; partout on retrouve ce rapport intime des principes du *droit civil* (*jus proprium cujusque civitatis*), avec ceux du *droit des gens* (*quo omnes gentes utuntur*). Sinon, ce serait un état de pure force, un état accidentel, et non pas une Constitution régulière. Assurément ce n'est pas la Providence qui, intervenant directement dans l'existence des peuples, a assigné à chacun d'eux la forme de gouvernement qui lui convenait le mieux ; mais à tous elle a montré une loi d'équité naturelle qui devait servir de base à leur Constitution. De là il est facile de voir qu'il y a un principe de légitimité dans la république comme dans la monarchie, et que ce principe, dans tout État, résulte de la conciliation des habitudes et du génie particulier d'un peuple avec la loi de justice universelle. A telle société la monarchie conviendra, à telle autre la république ; et, le caractère d'un peuple étant donné, le gouvernement légitime sera celui qui répondra le mieux à ses besoins et à ses mœurs. Ainsi la légitimité, entendue dans son sens le plus large et le plus naturel, consiste dans la conformité originaire d'une Constitution avec la nature du peuple qu'elle est appelée à régir. C'est cette légitimité qui est la loi fondamentale de tout gouvernement, et dont la violation constitue, dans les républiques comme dans les monarchies, le crime des usurpations, c'est-à-dire des changements apportés par la force à l'existence des sociétés.

Dans un sens plus restreint et plus usuel, on entend

par légitimité, dans une monarchie, le droit d'hérédité par ordre de primogéniture et suivant les règles particulières à chaque dynastie. Cette acception n'est pas si détournée du sens primitif qu'elle le semble au premier abord, et il nous sera facile de l'y ramener. L'état monarchique, en effet, a été de tout temps commun à la très-grande majorité des nations. A l'exception d'un petit nombre de peuples, que leur génie particulier ou leurs conditions d'existence rendaient spécialement propres au gouvernement républicain, toutes les sociétés ont reconnu les avantages d'un régime qui, sans mettre obstacle au développement des libertés publiques, assurait au pouvoir cette unité d'action nécessaire pour accomplir de grandes choses, unité que l'aristocratie la plus puissamment constituée ne suffit pas toujours à établir en l'absence d'un principe monarchique. La monarchie admise, l'hérédité en a été le complément naturel et presque indispensable. Car l'élection, source perpétuelle de désordres et de commotions sociales, n'était pas faite pour assurer aux gouvernements la force et la durée nécessaires à la stabilité des institutions. L'hérédité a donc été la loi fondamentale de presque toutes les monarchies. Dès lors il n'y a plus lieu de s'étonner que le nom de légitimité ait été appliqué à cette loi d'hérédité royale qui, pour la plupart des États, est l'expression la plus fidèle d'une Constitution légitime, c'est-à-dire conforme aux besoins des peuples et à la loi suprême de justice qui régit tous les gouvernements.

IV

Après avoir remonté à l'origine et aux caractères constitutifs de la légitimité, nous pouvons nous demander si ce principe, qui fait qu'une dynastie se transmet à perpétuité le pouvoir souverain, en vertu d'un droit préétabli, et indépendamment de la volonté du peuple, doit être admis comme le droit commun de la Constitution monarchique. La question ne serait pas douteuse, si tout gouvernement monarchique héréditaire était vraiment légitime, dans le sens primitif du mot, c'est-à-dire conforme aux lois de la justice divine et aux intérêts de la nation. Mais la perfection n'est pas chose humaine ; et, lors même qu'une forme de gouvernement satisferait à tous les besoins d'un peuple, le caractère individuel du souverain pourrait souvent déroger à cette harmonie primitive. Il faut donc résoudre cette question. La légitimité n'est-elle, comme l'ont prétendu des esprits étroits et peu pratiques, que l'asservissement d'un peuple à une famille, qu'une destruction définitive de sa liberté ; et doit-elle être rejetée comme un reste du despotisme monarchique des époques barbares ? Ou bien est-elle pour un État une garantie d'ordre public et de stabilité dans les institutions ; et doit-elle, à ce titre, être admise comme loi fondamentale et nécessaire ? Sur ce point, la pratique et la théorie sont d'accord.



Théoriquement parlant, l'hérédité est un principe de droit naturel. S'il est universellement reçu que le fils succède à tous les droits de son père, et si le bon sens public a depuis longtemps fait justice des systèmes reposant sur la négation de ce principe, n'est-il pas également conforme à la nature même des choses que, lorsqu'une famille, en qui le peuple a mis sa confiance, a, en vertu de cette convention tacite, des droits acquis à diriger l'État, ces droits soient réputés inviolables et se perpétuent héréditairement dans cette famille, tant qu'il en existe des représentants, et sans qu'aucune usurpation violente puisse en altérer la validité ni l'intégrité ? Et ce serait une erreur de croire que ce droit inattaquable d'hérédité fasse du peuple le domaine d'une famille ; ce serait plutôt le contraire qui serait vrai : la famille est le domaine du peuple. Car, si le souverain a, par le fait de sa naissance, le droit de gouverner, le peuple a, de son côté, le droit incontestable et antérieur à tout autre droit, d'être gouverné par l'héritier d'une dynastie entre les mains de laquelle il a originairement remis ses destinées. L'hérédité constitue donc un droit au profit de la nation elle-même, plutôt encore qu'un droit au profit d'une race.

Si maintenant nous passons de l'abstraction dans le domaine des faits, si nous considérons, dans l'histoire des peuples, quel a été le sort des États dont la Constitution reposait sur l'hérédité monarchique, et celui des États dans lesquels la souveraineté, fondée sur l'élection, était déferée individuellement par la na-

tion même, nous reconnaitrons mieux encore que c'est l'hérédité qui conserve la monarchie, et que, sans elle, il n'y a pas de gouvernement régulier, mais seulement anarchie et discorde. Il s'est trouvé des esprits qui, ne voulant voir dans le droit perpétuel d'hérédité qu'un enchaînement éternel et irrévocable de toutes les volontés d'un peuple, ont cru faire preuve d'indépendance en rêvant l'élection comme principe de l'autorité monarchique; mais la pratique a prouvé que cette théorie, séduisante en apparence, n'offre pas même cette garantie de liberté qui semble résulter pour le peuple du choix de ses souverains. De toutes les formes de gouvernement qui ont été mises en pratique, la monarchie élective est, sans contredit, la moins favorable au maintien de la paix et de l'unité politique, à l'extension des libertés publiques, et au développement des forces d'une nation. J.-J. Rousseau a dit : « L'hérédité de la couronne prévient les troubles, mais elle amène la servitude; l'élection maintient la liberté, mais à chaque règne elle ébranle l'État. » Cette proposition est inexacte; car un État qui est ébranlé à chaque changement de règne ne peut conserver de liberté. Interrogeons l'histoire : l'exemple de la Pologne et de l'Empire germanique ne suffit-il pas pour nous faire voir la funeste influence du régime électif sur les destinées des États? Les ambitions particulières des familles, les désordres inséparables de chaque nouvelle élection, et qui souvent dégénèrent en désastreuses guerres civiles, entretiennent dans le corps de la nation une agitation funeste à la prospé-

rité générale ; la préoccupation constante d'un prochain changement de régime absorbe l'attention publique, et détourne les esprits de toute grande entreprise. Les familles se succèdent sur le trône, et les institutions se succèdent avec les familles, puisque chacune de celles-ci symbolise souvent un principe différent. Un souverain ne se croira pas tenu de respecter des libertés octroyées par un de ses prédécesseurs, issu d'une maison rivale ; il les supprimera pour inaugurer un nouvel ordre de choses ; et, dans ce remaniement perpétuel de la Constitution, rien ne sera fondé de grand et de durable.

C'est donc avec raison que le droit public européen a environné d'un respect en quelque sorte religieux ce principe de légitimité qui règle les destinées des États monarchiques ; c'est avec raison que les droits du souverain ont été mis au-dessus de toute atteinte ; et, loin de voir dans cette inviolabilité un obstacle au libre exercice des droits du peuple, nous la considérerons comme la seule garantie sûre du maintien de la liberté et de la stabilité des institutions.

V

L'excès de logique conduit souvent à l'absurde. C'est ce qui nous arriverait infailliblement, si, après avoir admis, comme nous l'admettons, le principe de

légitimité, nous voulions lui donner toute l'extension qu'il comporte, en pousser l'application jusqu'à ses dernières limites, et en tirer, par une déduction rigoureuse, les conséquences les plus extrêmes, pour les admettre sans examen. En effet, si nous nous en tenons à la rigueur de la définition, un gouvernement ne pourrait être légitime qu'à condition de l'avoir été dès l'origine. En conséquence, pour qu'une dynastie fût réellement légitime, il faudrait que le pouvoir souverain eût été primitivement déferé à son fondateur par le consentement exprès ou l'assentiment tacite du peuple, et qu'il n'eût été ni usurpé par la violence au préjudice des droits d'une autre dynastie, ni conquis par la force des armes au préjudice des droits de la nation ; il faudrait ensuite que la couronne se fût de toute éternité transmise héréditairement dans cette famille, par ordre de primogéniture, et suivant les règles établies dès l'origine, sans interruption, sans irrégularité, sans aucune infraction aux lois qui règlent la succession au trône. Il s'ensuivrait que les droits de toute dynastie pourraient être mis en doute, que des recherches souvent impraticables seraient nécessaires pour les établir, et que, à moins de remonter au déluge, il serait impossible de s'assurer si telle ou telle maison royale règne en vertu de la légitimité. Mais il y a plus : et, si l'on ne voulait reconnaître que des gouvernements qui ne reposeraient que sur le droit strict, on arriverait à cette conclusion, qu'il n'y en a pas au monde un seul qui soit légitime dans l'acception rigoureuse du mot. En est-il un seul, en effet, qui, en remontant plus ou

moins haut dans l'histoire, n'ait pas pour origine une conquête, une usurpation ou une révolution nationale? Sans parler des révolutions qui ont agité la France dans notre siècle, ne pourrait-on pas, à l'aide d'un semblable raisonnement, aller jusqu'à contester la légitimité de l'antique maison de Bourbon, sous le prétexte que ses droits avaient pour origine l'usurpation par laquelle Hugues Capet s'est emparé du pouvoir au préjudice du dernier des Carlovingiens? Les Guise, au temps de la Ligue, n'aspiraient-ils pas secrètement au trône de France comme descendants de Charlemagne, et ne regardaient-ils pas Henri de Valois comme un usurpateur? Et, en remontant plus haut, les Carlovingiens aussi ne tenaient-ils pas leur pouvoir de l'usurpation des maires du palais sur les successeurs de Clovis? L'Angleterre elle-même, ce pays aristocratique et conservateur, le plus *légitimiste* du monde, si j'ose ainsi m'exprimer, ne serait pas à l'abri d'un pareil reproche. Sans nous arrêter à la conquête normande, qui sert de point de départ à la monarchie anglaise, nous nous bornerons à faire observer que la dynastie qui règne actuellement sur la Grande-Bretagne n'est montée sur le trône qu'au préjudice des Stuart que le peuple anglais a chassés en 1688 pour les remplacer par des princes protestants. Dans le système dont nous parlons ici, aucune dynastie n'aurait plus le droit de se dire légitime.

L'absurdité d'un semblable résultat n'a pas besoin d'être démontrée. Aussi personne, que nous sachions, ne s'y est encore arrêté. De tout temps, et à l'époque

même où était le plus en vigueur cet ancien droit public qu'on croit menacé par la révolution italienne, les partisans les plus rigoristes de la légitimité, ceux qui étaient le plus intimement convaincus que les droits des dynasties sont inviolables, inaliénables et imprescriptibles, ont été contraints, par la nature même des choses, de reconnaître comme légitimes certains gouvernements qui, en principe, n'étaient que des gouvernements de fait. Assurément personne, il y a deux siècles, ne se serait avisé de révoquer en doute les droits de la maison de France en se fondant sur l'usurpation de Hugues Capet, ou ceux de la maison d'Angleterre en invoquant le souvenir de la conquête normande. Lorsqu'en 1688 les Stuart, dont la tyrannie avait révolté le peuple anglais, furent détrônés pour avoir voulu lutter contre l'esprit national, Louis XIV soutint, il est vrai, pendant quelque temps, leurs droits à la couronne d'Angleterre; mais les autres rois tendirent la main à Guillaume d'Orange, l'élu de la nation, et quelques années s'étaient à peine écoulées, que toute l'Europe l'avait reconnu roi légitime d'Angleterre, sans tenir compte des protestations des descendants de Jacques Stuart, qui invoquaient le droit divin des rois et l'inviolabilité de leurs droits souverains; et aujourd'hui que la maison de Hanovre règne sans opposition sur les îles Britanniques, nul ne viendra contester la légitimité de ses droits au trône sous le prétexte qu'elle les tient de Guillaume d'Orange, qui, dans l'origine, n'était qu'un usurpateur. Il en fut de même au commencement de ce siècle,

quand Napoléon mit sur sa tête la couronne impériale; les protestations de la maison de Bourbon ne trouvèrent d'écho nulle part, et tous les rois de l'Europe, dominés par le génie du nouveau César, s'empressèrent de le saluer du nom d'Empereur légitime, et ambitionnèrent la faveur de sa puissante amitié. On pourrait multiplier à l'infini les exemples de ce genre.

Nous avons vu, par ce qui précède, que, non-seulement aujourd'hui; mais à toute époque, les partisans même de la théorie du droit divin ont reconnu pour légitimes, sinon tout d'abord, du moins toujours avec le temps, certains gouvernements de fait, lorsqu'ils avaient acquis assez d'autorité pour ne plus soulever d'opposition dans le peuple au milieu duquel ils s'élevaient. Mais, tandis qu'ils reconnaissent sans difficulté certains de ces gouvernements, ils refusent d'en reconnaître certains autres. Et c'est ici que commence leur inconséquence : car ils sont dans l'impossibilité de nous donner la raison de cette différence, et de nous tracer la limite exacte en-deçà de laquelle il n'y a qu'usurpation, au-delà de laquelle il y a légitimité. Qu'ils nous enseignent cette distinction, qu'ils nous disent ce qui rend légitime un gouvernement dont l'origine a été irrégulière ! Est-ce la volonté du peuple ? mais ils le nient ! Est-ce le laps du temps ? mais alors qu'ils nous disent exactement au bout de combien d'années de règne un usurpateur devient roi légitime ! car si la légitimité n'était qu'une question de prescription, il faudrait spécifier après combien de temps les droits des anciens souverains sont censés périmés, et

ceux de la nouvelle dynastie sanctionnés par l'usage. Quel est donc le caractère qui rend un gouvernement légitime? La question est délicate et difficile à résoudre. Nous allons du moins tâcher de l'éclaircir.

VI

Nécessité d'admettre le principe de légitimité;

Nécessité de renfermer ce principe dans des limites raisonnables, et de reconnaître comme légitime tout gouvernement qui s'est suffisamment identifié avec le peuple qu'il régit.

Comment parviendrons-nous à concilier ces deux conditions? Où trouver une définition précise, un *criterium* qui nous permette de discerner quels gouvernements doivent être réputés légitimes?

La volonté du peuple, sous quelque forme qu'elle se manifeste, suffit-elle pour transférer la légitimité d'une maison dans une autre? Tout en reconnaissant le droit incontestable qu'a un peuple, suivant les principes constitutionnels de notre époque, de prendre part à son gouvernement, et la validité que peut avoir, dans certaines occasions solennelles, le choix qu'il fait d'un chef ou d'une Constitution, on ne peut voir dans la simple expression de cette volonté une autorité suffisante pour faire tomber à jamais les droits d'une dynastie. La légitimité est essentiellement sta-

ble. Or, reconnaître à un peuple le droit de changer ses souverains par sa seule volonté, si légèrement qu'elle puisse se manifester, ce serait proclamer le droit d'insurrection, ce serait prétendre que le souverain n'a pas le droit de maintenir dans le devoir des sujets rebelles; ce serait soutenir que, lorsqu'une révolte éclate, il n'a pas le droit de se défendre, et que les lois de l'équité naturelle et du droit des gens l'obligent à se retirer sans résistance et à céder volontairement la place. Ce serait subordonner tout droit héréditaire à la volonté ou au caprice du peuple, ou plutôt ce serait supprimer véritablement l'hérédité et y substituer l'élection, puisqu'à chaque transmission du pouvoir les droits de l'héritier du trône ne seraient valables qu'autant qu'ils seraient expressément confirmés par un nouveau suffrage.

La volonté populaire ne suffit donc pas en toute occasion et d'une manière absolue pour consacrer la légitimité d'un nouveau gouvernement. Il faut quelque chose de plus pour donner à la volonté des peuples ce caractère souverain.

VII

Il est une expression que nous avons entendu fréquemment répéter autour de nous depuis deux ans, et principalement à l'occasion des événements dont l'Italie est le théâtre, une expression qui, jusque-là peu

connue, a passé bientôt dans le langage usuel et politique, et qui a servi tour à tour d'argument aux partisans de la révolution italienne et à ses adversaires. Cette expression est celle de *fait accompli*. L'année dernière, après la paix de Villafranca, quand les souverains de la Toscane, de Parme et de Modène vinrent, avec l'appui de l'Autriche, demander à l'Europe de leur rendre leurs États, on leur répondit : « C'est un fait accompli ; » et les duchés furent annexés au Piémont. Quand, à la même époque, le gouvernement romain revendiqua les provinces qui s'étaient séparées de l'État pontifical, quand de toutes parts on pressa les puissances catholiques de prendre en main les intérêts du saint-siège, et qu'en France de nombreuses pétitions adressées au Sénat demandèrent une intervention armée en faveur de la domination du pape, on répondit : « C'est un fait accompli ; » et les Romagnes firent partie du royaume italien. Aujourd'hui que les événements ont marché, et que l'Ombrie, les Marches et le royaume des Deux-Siciles reconnaissent l'autorité de Victor-Emmanuel, si le roi de Naples proteste : « C'est un fait accompli, » répondra-t-on ; et, en dépit des protestations, l'Italie sera constituée. Ainsi, en toute occasion, les défenseurs de la cause italienne invoquent en sa faveur l'autorité du fait accompli ; et, de leur côté, les ennemis du mouvement italien s'écrient avec amertume que le fait accompli est le seul principe de droit sur lequel repose aujourd'hui la politique européenne, et qu'il faut bien s'incliner devant cette déité nouvelle.

Ce fait accompli, qu'on met tous les jours en avant pour justifier aux yeux de l'Europe l'avènement en Italie d'un ordre de choses contraire à la lettre des traités, est-il donc, en matière de gouvernement, la raison souveraine et déterminante du juste et de l'injuste? Est-ce l'autorité du fait accompli qui consacre les révolutions, sanctionne les déchéances, et donne aux gouvernements qu'établit la volonté populaire ce caractère de légitimité qui fait reconnaître en droit ce qui a été reconnu en fait? Lorsque le tribunal des grandes puissances européennes ratifie les changements qui se sont opérés dans la Constitution d'un État, se borne-t-il à constater que ce changement a été accompli et est devenu définitif? La simple réalisation d'un fait, est-ce là tout ce qui constitue le bon droit?

En notre qualité de partisan de l'indépendance italienne, nous protestons énergiquement contre une semblable interprétation. La cause de l'Italie est trop belle pour vouloir s'appuyer sur une doctrine si immorale. Ainsi entendue, l'autorité du fait accompli servirait à justifier les révoltes les plus insensées et les usurpations les plus criminelles, ne subordonnant leur légitimité qu'à leur réussite. Admettre un pareil principe comme le *criterium* de la légitimité des révolutions, ce serait reconnaître le droit du plus fort comme la seule règle qui préside aux relations des hommes et des États entre eux. Non, le bon sens et la morale se refusent également à admettre que la violence puisse jamais devenir constitutive d'un droit, et que la légitimité

d'une révolution ne dépende que du succès, ou en d'autres termes du plus ou moins de force matérielle dont peuvent disposer ceux qui l'accomplissent. Non, le fait accompli n'est pas ce qui rend un gouvernement légitime, et jamais les défenseurs de l'Italie n'accepteront la solidarité du détestable système que leur imputent faussement leurs adversaires. Quelle était donc leur idée, quand, à ceux qui demandaient le rétablissement par la force des princes déchus, ils répondaient : « C'est un fait accompli ? »

Le bonheur des peuples et l'intérêt de l'humanité, tel doit être le but constant des arbitres des destinées des États, tel doit être le mobile de tous leurs actes. Lors donc que les cinq grandes puissances à qui est remis le soin de régler souverainement tous les différends qui s'élèvent entre les gouvernements de l'Europe, sont appelées à prononcer un jugement, elles doivent peser avec calme et impartialité la portée de leur décision, en envisager toutes les conséquences, en comparer les avantages et les inconvénients, et, si les intérêts privés de quelqu'une d'elles se trouvent en antagonisme avec les intérêts de l'humanité et de la civilisation, elles doivent faire passer le bien général avant toute considération individuelle ; sinon, elles commettraient un abus de pouvoir, et manqueraient à la tâche qui leur imposée. Or, quand l'année dernière, après la paix de Villafranca, les souverains de l'Italie centrale sont venus demander à l'Europe de leur rendre leurs États et de faire rentrer sous leur obéissance des sujets révoltés, les Italiens et ceux qui s'intéres-

saient à leur cause ont répondu : « C'est un fait accompli ; » et dans leur bouche ce mot était un appel à l'opinion publique et au jugement des grandes puissances. C'était dire à l'Europe : « Une grande révolution vient de s'accomplir. Un peuple, longtemps asservi, s'est réveillé et a brisé ses fers. Ses souverains, d'origine étrangère, imposés et maintenus par l'étranger, hostiles au mouvement national, ennemis déclarés de toute aspiration libérale, ont été renversés dans la lutte. Se refusant à toute concession, reconnus inconciliables avec l'affranchissement de la patrie, ils ont été proclamés déchus, et leurs sujets, qu'ils ont longtemps abusés par de fausses promesses, ne consentiront pas à les reprendre. L'expérience a montré aux Italiens qu'en dehors de l'unité, il n'y avait pour eux que servitude et malheur, et l'unité est devenue le premier de leurs vœux. Tous ces faits se sont accomplis, et sont aujourd'hui irrévocables ; ce n'est que par la force qu'on pourra rétablir les princes déchus. Mais restaurer violemment les anciennes dynasties, ce sera restaurer un ordre de choses pire encore que celui auquel la France a mis fin en combattant à Magenta et à Solferino ; ce sera allumer un foyer inextinguible de désordres et compromettre incessamment la tranquillité de l'Europe. Les Italiens ont appris à regarder leurs anciens souverains comme les ennemis de la patrie, et les princes eux-mêmes ont pris à tâche d'enraciner cette idée dans leurs cœurs en combattant dans les rangs de l'ennemi national. Aujourd'hui que, se rendant justice à eux-mêmes, ces princes se sont reti-

rés au moment où cessait l'occupation étrangère, les Italiens se sont librement organisés sous le sceptre d'un roi constitutionnel, et le sentiment de la patrie s'est fait jour pour la première fois dans leurs cœurs. Ce peuple, qui a enfin trouvé la liberté dont il était privé depuis quinze siècles, n'y renoncera plus ; il ne se soumettra que s'il est écrasé. Et, de leur côté, les souverains déchus attendent avec impatience le moment où, [rentrés dans leurs États les armes à la main, ils pourront se venger de leurs sujets rebelles par des proscriptions impitoyables. Et maintenant prononcez, vous à qui il appartient de régler les destinées des nations, et, si vous croyez que les anciens gouvernements d'Italie méritent un si sanglant sacrifice, prenez les armes, et rétablissez par la force ce qui n'a été fondé que par la force ; mais, si vous reconnaissez que ces gouvernements n'ont succombé que sous le poids de leurs fautes et d'une longue réprobation universelle, si vous trouvez qu'une cause si peu digne de sympathie ne vaut pas le sang qu'on vous propose de répandre pour elle, si vous jugez enfin qu'au-dessus des droits de tel ou tel prince doivent se placer des droits bien plus respectables, les droits imprescriptibles de l'humanité, reconnaissez ce fait accompli, et souffrez que l'Italie appartienne aux Italiens. • Telles sont les raisons qu'ont invoquées la France et l'Angleterre à l'appui de ce principe de non-intervention, qu'en toute occasion elles ont fait respecter, et qui, depuis Villafranca, a fait le salut de l'Italie et la paix du monde. Et, en reconnaissant le fait accompli, en refusant de restaurer

par la force les gouvernements déchus, les grandes puissances n'ont pas fait preuve de faiblesse : elles ont, au contraire, fait preuve d'une haute sagesse, et acquis des droits à la reconnaissance de l'humanité tout entière. Espérons qu'aujourd'hui leur décision sera la même, et que les protestations du roi de Naples, chassé de ses États par le même mouvement qui renversa les ducs et sépara la Romagne des États du pape, ne pourront déterminer l'Europe à entreprendre contre l'esprit de l'indépendance italienne une lutte qui serait funeste à la fois au bonheur des peuples et à l'autorité des souverains.

VIII

Le principe de légitimité, qui est une garantie de la durée des monarchies et de la force des États, n'est pas pour cela, comme on le croit trop généralement, exclusif de tout changement dans le gouvernement d'un peuple. En d'autres termes, s'il est une garantie de stabilité, il n'est pas une garantie d'immutabilité. Cette décision, qui est commandée par la force des choses, est également conforme à l'essence même de la légitimité ainsi qu'à son origine. En effet, d'une part, soutenir que la légitimité est l'enchaînement perpétuel et irrévocable des destinées d'un peuple à celles d'une famille, ce serait souvent vouer ce peuple à une éternelle immobilité et le condamner à rester station-

naire au milieu du mouvement et du progrès général ; car, s'il arrive le plus souvent qu'une dynastie, s'identifiant parfaitement avec le peuple auquel l'attache la loi d'hérédité, suit la marche des temps et le progrès des idées, et entretient son gouvernement dans une harmonie constante avec les besoins de la nation et l'état des esprits, il peut arriver aussi (et les divers gouvernements qui morcelaient l'Italie avant la révolution actuelle en sont un exemple bien triste et bien irrécusable) qu'une famille de souverains s'obstine aveuglément à rester en arrière de son époque, et, malgré tous les avis, persiste à lutter contre la marche des temps et à se roidir contre l'esprit public. Ainsi entendue, la légitimité ne serait, dans le cas dont nous nous occupons, qu'un obstacle à l'accomplissement de cette loi de progrès et de perfectionnement incessant que Dieu a donnée à l'homme et qui est le principal ressort de la vie des peuples. — D'autre part, si nous nous reportons à ce que nous avons dit plus haut du principe de légitimité, de sa nature, de son origine et de sa raison d'être, nous reconnaitrons que le caractère de légitimité des gouvernements, loin de consacrer cette immobilité perpétuelle dans la Constitution des peuples et cet irrévocable enchaînement de leur avenir, doit être regardé, non pas comme temporaire, mais comme essentiellement mobile, et en quelque sorte conditionnel. La légitimité, avons-nous dit, dans l'acception propre et primitive de ce mot, est le caractère d'un gouvernement conforme à la loi de justice universelle qui règle les rapports des hom-

mes entre eux, c'est-à-dire en harmonie avec l'esprit et les besoins du peuple qu'il est appelé à régir. Si ce n'est pas là toute la légitimité, telle qu'on l'entend dans le langage usuel du droit public, c'en est du moins l'origine première et l'essence la plus intime. Or les besoins d'un peuple, de même que son génie, sont chose essentiellement variable, suivant les époques comme suivant les pays. Autres temps, autres mœurs, et par suite autres besoins; et de même qu'un gouvernement qui convient à tel peuple ne conviendrait pas à tel autre, par suite de la diversité de caractères, de même telle Constitution, qui dans l'origine répondait parfaitement aux besoins d'une société, n'y répondra plus au bout de quelques siècles, quand les idées auront marché avec le temps. Pour rester légitime, suivant le sens complet et philosophique que nous donnons à cette expression, un gouvernement doit conserver perpétuellement ce caractère de conformité avec l'esprit et les tendances de la société qu'il gouverne, caractère qui, dans le principe, a été la source et le motif de sa légitimité. La légitimité est primitivement fondée sur la présomption de cette conformité originaire qui a décidé un peuple à remettre ses destinées aux mains d'une famille; et la stabilité d'une dynastie repose en principe sur la présomption du maintien de cette conformité. Mais cette présomption peut se trouver fautive, et c'est ce qui arrive si, tandis que le peuple marchait dans une voie de progrès continu, le gouvernement est resté stationnaire; dans ce cas, l'ancien gouvernement, qui pouvait convenir au début,

n'est plus en harmonie avec la société dont il a vainement essayé d'arrêter la marche; il est devenu incompatible avec le peuple qu'il régit, et son changement est devenu nécessaire. — Et, dans ce cas, le changement ne sera pas seulement nécessaire, il sera même légitime. En effet, lorsqu'un peuple choisit les souverains par lesquels il veut être gouverné, et consent à la transmission héréditaire du pouvoir qu'il remet entre leurs mains, une sorte de convention tacite intervient entre ce peuple et la dynastie qu'il a élue. Par cette convention, le nouveau souverain s'engage, et engage ses successeurs avec lui, à conserver dans l'avenir entre l'esprit de son gouvernement et celui de la société qui l'a mis à sa tête l'union intime qui l'a primitivement désigné au choix national : c'est à cette condition seulement que lui a été concédé le droit d'exercer un pouvoir héréditaire et illimité dans sa durée. Cette condition n'étant pas remplie, la légitimité a perdu sa raison d'être, et la convention peut être considérée comme rompue; le souverain qui manque ainsi à ses engagements est censé volontairement déchu; et si, suivant la lettre des traités et en vertu des droits acquis, sa dynastie est encore réputée légitime, en droit naturel du moins elle a réellement cessé de l'être.

IX

De ce qui précède, il résulte non-seulement que le changement des gouvernements devenus incompatibles avec l'esprit public et le sentiment national est une nécessité qu'il faut reconnaître et admettre en fait, si l'on ne veut condamner le genre humain à l'immobilité, mais encore que la déchéance des dynasties qui entrent en lutte avec l'esprit de leur temps est un effet de droit qui découle de ce principe même de légitimité qu'on a regardé à tort comme s'opposant à toute espèce de changement. En renonçant au caractère de conformité qui doit unir les peuples à leurs gouvernements, un souverain viole le contrat synallagmatique sur lequel reposent ses droits et qui constitue sa légitimité : c'est une sorte d'abdication tacite. Sans doute, la stabilité des gouvernements et des monarchies est une garantie de force et de prospérité; sans doute le renversement d'un trône, la déchéance d'un souverain, est toujours une chose fâcheuse, qui produit le plus souvent un ébranlement dans les institutions fondamentales, une perturbation dans les principes sociaux, et un état de transition fatal au maintien de l'ordre : mais l'expérience a malheureusement démontré que, lorsqu'une dynastie est une fois entrée dans cette voie funeste d'*anti-nationalité*, rien ne peut plus l'en faire sortir : tous les conseils de l'amitié et de la sagesse

viennent échouer devant un aveuglement irrémédiable ; l'obstination, qui s'accroît avec les obstacles, devient en quelque sorte héréditaire, et, persévérant à marcher vers l'abîme où les entraîne une espèce de fatalité, les princes qui se succèdent sur le trône suivent la route tracée par leurs devanciers, jusqu'au jour de la catastrophe. Or cette lutte incessante entre le peuple et le souverain, cet état permanent de guerre intestine, ces tiraillements continuels, sont incomparablement plus funestes que tous les désordres passagers que pourra entraîner un changement de régime. La révolution est indispensable, elle se fait ; et, loin d'être compromis par la chute d'un trône, le principe de légitimité reste éternellement à l'abri de toute atteinte, puisqu'il a cessé d'être engagé dans la question, du jour où le souverain, se posant en adversaire de l'esprit public, est devenu incompatible avec son peuple.

Or, de tous les cas d'incompatibilité, il n'en est certainement pas de plus manifeste, de plus incontestable, de plus frappant, que celui où une dynastie, loin d'avoir été choisie originairement par le peuple, lui a été violemment imposée par une puissance étrangère, et n'a été maintenue, depuis lors, que par l'occupation étrangère. Dans ce cas, la domination du souverain n'est pour le peuple qu'une humiliation permanente, puisqu'elle n'a pour origine que le triomphe de l'ennemi national. Le sentiment patriotique, ainsi froissé, ne pardonne jamais. Les sujets, voyant que le souverain ne s'appuie que sur l'ennemi, apprennent à le considérer lui-même comme l'ennemi.

Et, de son côté, le souverain, qui est en pays conquis, qui ne se sent ni aimé ni soutenu, ne cherche à maintenir son autorité que par l'oppression et la rigueur; toute manifestation de patriotisme ou de fierté nationale est pour lui un acte hostile, une provocation, qu'il réprime aussitôt. Le maintien d'un tel état de choses n'est ni possible ni souhaitable, et tôt ou tard l'esprit public prend le dessus. L'histoire de tous les peuples a démontré qu'il n'y a rien à espérer des gouvernements qu'a établis l'intervention étrangère, et que l'occupation étrangère maintient. Le sort des gouvernements imposés à l'Italie par les traités de 1815 en est un exemple de plus.

Les révolutions qui précipitent du trône les souverains devenus inconciliables avec la prospérité publique ne peuvent en rien se comparer à ces faits isolés de rébellion, à ces insurrections locales, à ces agitations factices que suscite l'esprit révolutionnaire : elles ont toujours le caractère d'un mouvement national. Aussi n'est-il pas possible de les méconnaître, à moins d'être aveuglé par la prévention. Il est d'ailleurs un signe distinctif et fort remarquable qui caractérise dans l'histoire la plupart des révolutions de ce genre, et ne permet pas de les confondre avec celles qui n'ont pour elles ni le bon droit, ni l'opinion publique. Si une révolution ne s'accomplit qu'au prix de grands désordres et de violentes commotions, si elle s'attaque aux principes mêmes sur lesquels repose une société, et bouleverse de fond en comble l'ordre de choses primitivement établi, cette révolution n'est presque jamais

l'œuvre de la nation tout entière ; mais elle est, le plus souvent, suscitée par un petit nombre d'agitateurs, qui, pour parvenir à satisfaire leurs ambitions personnelles, ont besoin d'ébranler l'ordre social et de tout remettre en question, et qui cherchent à entraîner sur leurs pas les masses indifférentes, en les intimidant à force de violences. C'est alors qu'on proclame que l'insurrection est le plus saint des devoirs ; c'est alors qu'on prononce la déchéance, non-seulement du monarque, mais de la monarchie même, comme d'une institution contraire à la liberté humaine ; c'est alors qu'une funeste prévention faussant tous les jugements, une ou plusieurs classes de la nation sont proscrites en masse et vouées à la mort, à l'exil et à la persécution. Un égoïsme envieux prend alors la place de tout sentiment patriotique ; le désir aveugle et effréné de l'égalité foment la discorde et arme les citoyens les uns contre les autres ; et les haines de castes, se réveillant, dégénèrent en guerres civiles, où les passions démagogiques se déchaînent avec fureur. Sous le prétexte de se soustraire à une domination tyrannique pour y substituer un meilleur gouvernement, on n'aspire en réalité qu'à supprimer toute espèce d'autorité, pour réaliser ses plans à la faveur de l'anarchie, et pourvoir à ses intérêts individuels, au grand détriment du bien public. De semblables révolutions ne sont ni légitimes ni durables. — Rien de semblable n'a lieu dans les révolutions vraiment nationales ; car, si la violence en politique est le plus souvent une marque d'impuissance, le calme est en général un signe de

concorde et de force. Lorsqu'un peuple tout entier, sans distinction de classes, fort de son union et de son patriotisme, marche à la conquête de sa liberté, et se donne un gouvernement conforme à ses besoins et à son caractère, cette révolution, qui doit inaugurer une ère de régénération et de progrès, s'accomplit presque toujours sans aucune de ces secousses violentes et de ces convulsions subversives que les amis de l'ordre redoutent avec raison dans les transformations politiques. Ici, point d'ambition personnelle qui prenne le dessus sur l'intérêt général ; point de ces rivalités de classes qui épuisent les forces d'une société. Un seul but préoccupe tous les esprits : le bien public ; et chacun marche droit à ce but, dans une indissoluble union avec tous ceux que réunit le même drapeau. Loin de chercher à affaiblir l'autorité, on ne veut que la consolider en l'établissant sur des bases plus solides et plus durables. Aussi l'ordre ne cesse point de régner, et la résistance au souverain ne se traduit que par une manifestation calme, majestueuse, imposante, comme doit l'être l'expression solennelle de la volonté unanime d'un peuple. L'histoire nous donne de bien frappants exemples de grandes révolutions nationales accomplies dans ces conditions ; et, pour en choisir deux qui présentent plus d'un point de ressemblance, nous citerons la révolution accomplie par l'Angleterre en 1688, et celle qu'accomplit l'Italie en ce moment.

De même que les princes dont l'Italie vient de prononcer la déchéance, les Stuart s'étaient obstinés à

lutter contre le sentiment national. Souverains catholiques d'un peuple protestant, ils faisaient violence à la religion de leurs sujets : souverains absolus d'un peuple libéral, ils se refusaient à reconnaître les libertés publiques et à respecter les lois. Longtemps ils luttèrent ; mais, quand leur despotisme eut dégénéré en tyrannie, quand Russell, Sidney, Argyll, Monmouth, et tant d'autres nobles victimes, eurent payé de leur tête leur dévouement à la liberté, le sentiment d'obéissance fit place, dans le cœur du peuple, à la résolution froide et irrévocable de changer ses souverains. La volonté nationale se manifesta avec calme, modération et gravité ; devant cette résistance toute passive, Jacques Stuart dut se retirer ; le roi élu put sans combat venir prendre possession de son nouveau royaume, et n'eut qu'à entrer triomphalement dans sa capitale. Cette révolution ne coûta pas la vie à un seul homme.

L'Italie donne depuis deux ans un exemple encore plus éclatant peut-être, et dont il serait à désirer que tous les peuples du monde profitassent. En 1859, quand la campagne de Lombardie fit cesser l'occupation autrichienne qui maintenait l'Italie centrale sous le joug, comment s'accomplit la révolution nationale qui chassa les souverains de leurs États ? Est-ce par l'attitude menaçante d'une populace ameutée ? est-ce par des manifestations bruyantes et tumultueuses ? est-ce en élevant des barricades ? est-ce en promenant dans les rues des insignes révolutionnaires, ou en proférant des cris séditieux ? Nullement : des députations composées des personnages les plus haut

placés dans l'estime publique, les plus respectables par leur naissance, leur caractère et leurs services, se présentèrent devant les ducs, leur déclarèrent respectueusement que la nation voulait être italienne, qu'elle demandait à marcher sous le drapeau tricolore contre les ennemis de l'Italie, et qu'elle suppliait ses souverains d'embrasser à l'avenir une politique nationale. Devant une manifestation aussi sérieuse et réfléchie de la volonté générale, les ducs jugèrent que toute résistance serait désormais inutile ; seulement, persistant jusqu'au bout dans leur opiniâtreté, et se regardant eux-mêmes comme incompatibles avec le parti national, ils se retirèrent plutôt que de céder ; et les peuples, conservant jusqu'au dernier moment ce haut sentiment des convenances et ce respect pour la personne du souverain, qui, dès l'origine de cette pacifique révolution, avaient caractérisé leur conduite, regardèrent en silence leurs princes s'éloigner ; pas un cri injurieux ne fut proféré sur leur passage ; sur tous les visages se lisait l'expression de la déférence due au malheur. On poussa la courtoisie jusqu'à donner aux souverains déchus des escortes d'honneur qui les accompagnèrent jusqu'à la limite de leurs États. Restés sans gouvernement, les Italiens ne songèrent qu'à s'en donner un, afin de ne pas demeurer un instant dans l'anarchie ; ils procédèrent à leur organisation avec autant de calme et de sagesse qu'ils en avaient mis à se délivrer de leurs oppresseurs ; pas un acte de violence, pas une scène de désordre ne vint attrister ces premiers jours de liberté ; personne ne pouvait songer

à soi-même, avant d'avoir pourvu aux besoins de la patrie ; toutes les classes de la nation travaillèrent avec une égale ardeur à l'œuvre commune ; et, à voir fonctionner le nouveau gouvernement au lendemain du départ des anciens princes, on n'eût jamais cru qu'une grande révolution venait de s'accomplir. Assurément c'est là une noble conduite, bien digne de ceux qui écrivent sur leur drapeau : « Italie et Victor-Emmanuel ! » et qui n'aspiraient alors et n'aspirent encore aujourd'hui qu'à substituer l'indépendance nationale à la domination étrangère, la monarchie constitutionnelle au règne de l'arbitraire. Quel est le peuple qui, livré à lui-même et affranchi de toute autorité, a jamais donné un si admirable exemple de concorde et de sagesse ?

Oui, la révolution qu'accomplit l'Italie en ce moment ne peut se comparer qu'au grand mouvement national qui renversa les Stuart et fut pour le peuple anglais l'inauguration d'une ère de prospérité et de grandeur ; et ce rapprochement, que faisait récemment dans une Note mémorable l'homme d'État éminent qui préside aux relations extérieures de l'Angleterre (1), doit suffire pour légitimer aux yeux de l'Europe l'émancipation du peuple italien et consacrer la déchéance des princes qui n'étaient que les instruments d'un système d'oppression organisé et dirigé par l'Autriche. Comment ! l'Europe du dix-septième siècle, toute pénétrée des théories du droit divin des

(1) Lord John Russell ; dépêche du 25 octobre 1860 à sir James Hudson, ambassadeur d'Angleterre à Turin.

rois, et pleine du respect le plus scrupuleux pour les principes de cet ancien droit public qu'on croit aujourd'hui menacé par l'esprit révolutionnaire, aurait reconnu sans peine à l'Angleterre le droit de renverser une dynastie hostile aux libertés publiques pour faire monter sur le trône un roi national; et l'Europe du dix-neuvième siècle, qui admet que les peuples ont des droits parallèles à ceux des souverains, et qui reconnaît un droit public bien plus large et plus libéral que celui des temps passés, refuserait de consacrer en Italie une transformation du même genre? Et quelles raisons invoquerait-on pour expliquer cette différence? Nous n'en voyons aucune; à moins peut-être qu'on ne dise que l'Italie n'a pas le droit d'être libre, parce qu'elle ne l'a jamais été; mais ne serait-ce pas une raison de plus pour applaudir à sa régénération, et pour lui octroyer cette liberté le jour où elle s'en montre digne? Quant à nous, nous ne comprendrions pas que l'Europe voulût en 1861 refuser à l'Italie ce qu'en 1688 elle accordait si volontiers à l'Angleterre, et se montrât ainsi moins libérale dans un siècle de liberté qu'elle ne l'a été dans un siècle d'absolutisme.

X

Nous avons reconnu que l'incompatibilité définitive d'une dynastie avec le peuple qu'elle gouverne justifie

sa déchéance. Mais, parmi tous les cas où cette règle peut trouver son application, il en est un où la déchéance est en quelque sorte de plein droit. C'est ce qui se produit lorsqu'un souverain, dont l'autorité ne se maintenait que par l'appui matériel que lui prêtait une puissance étrangère, se retire volontairement et quitte ses États le jour où cesse cet appui. En reconnaissant ainsi que sa domination est intimement liée à celle de l'étranger, et que, sans la présence d'un corps d'armée ennemi, ou même ami, il ne pourra rester sur le trône, le souverain fait l'aveu implicite de l'antipathie irréconciliable qui le sépare à jamais de son peuple; et, lorsqu'après cet aveu il abandonne ses États, son départ est une véritable abdication, qui délie ses sujets de la fidélité qu'ils lui doivent. — Ce fait d'abdication tacite s'est renouvelé à chaque épisode de la révolution d'Italie. Quand les ducs ont quitté leurs États, on ne peut pas soutenir qu'ils aient été forcés de s'en éloigner par les dispositions inquiétantes de leurs sujets, par leurs actes de rébellion et d'hostilité, puisqu'il n'y a pas eu d'autre manifestation que l'envoi de députations chargées de présenter aux princes une humble requête tendant à ce qu'ils voulussent bien adopter le drapeau tricolore et suivre une autre politique; ils sont partis volontairement, parce que les garnisons autrichiennes partaient, parce que leur règne n'était autre que celui de l'Autriche, et qu'après la chute de l'influence autrichienne, leur domination n'était plus qu'un contre-sens. En agissant ainsi, ils avouaient qu'ils étaient des généraux, ou, si

l'on aime mieux, des gouverneurs autrichiens, bien plutôt que des souverains indépendants; et cet aveu seul sanctionnait leur déchéance.

Cette espèce d'abdication s'est montrée d'une manière encore bien plus frappante dans l'affranchissement de la Romagne. L'autorité du pape était bien plus solidement établie dans cette province que celle des ducs ne l'était dans les duchés : car, outre l'armée autrichienne qui y tenait garnison, il s'y trouvait encore des troupes étrangères au service du pape en assez grand nombre pour étouffer tout mouvement national. Aucune manifestation n'avait donc eu lieu : car on savait qu'elle eût été énergiquement réprimée. Mais, une nuit, les garnisons autrichiennes se retirèrent, et, quand le jour vint, le drapeau pontifical qui flottait sur la citadelle de Bologne avait disparu : le légat était parti avec les Autrichiens ; il lui semblait impossible que son autorité se maintînt sans celle du commandant étranger, et il ne pouvait supposer que Bologne, cessant d'être ville autrichienne, pût rester ville pontificale.

De tels faits sont significatifs, et il nous semble difficile que, voulût-on absolument s'en tenir à l'ancien droit public de Grotius et de Puffendorf, on aille jusqu'à soutenir que le devoir des peuples ainsi laissés à eux-mêmes était de rester fidèles à leurs anciens souverains. Des princes ont quitté leurs États, ils ont abandonné leurs sujets, ils les ont laissés seuls, sans gouvernement, sans autorité, en proie à l'anarchie, et, en agissant ainsi, ils ont manqué eux-mêmes à leurs

premiers devoirs de souverains. Osera-t-on exiger des peuples ainsi abandonnés qu'ils restent indéfiniment dans l'anarchie où leurs princes les ont laissés, en attendant qu'il plaise à ceux-ci de revenir prendre la direction de l'État? Non, une pareille théorie est inadmissible; le premier devoir de ces peuples était de se donner un gouvernement : c'est ce qu'ils ont fait, et, devant leur conduite, on ne peut éprouver d'autre sentiment que de l'admiration pour la sagesse avec laquelle ils ont su improviser et organiser leur Constitution nouvelle. •

Sans doute, on pourra objecter qu'en réalité les ducs et le pape n'ont pas abdiqué leurs droits, puisque, aussitôt après la paix de Villafranca, ils ont énergiquement protesté et demandé qu'on les rétablît dans leurs possessions. Assurément il serait très-commode pour des souverains qui ont quitté leurs États au moment où ils n'avaient plus la force de s'y maintenir, de venir plus tard, lorsqu'on est en mesure de les y réintégrer violemment, s'écrier que leur renonciation était nulle, comme arrachée par la nécessité, et qu'ils ont conservé tous leurs droits intacts. Mais c'est là ce qu'on ne peut admettre; ce système de restrictions mentales, que certains partis excellent à mettre en pratique, ne sera jamais pris au sérieux : la déchéance, une fois prononcée, est valable; et, si un prétendant alléguait qu'en renonçant à ses droits souverains, il se promettait en lui-même de retirer plus tard sa renonciation, lorsque des temps plus favorables seraient venus, on lui opposerait comme fin de non-

recevoir cet axiome de droit : « *Nemo auditur propriam turpitudinem allegans.* »

Le même raisonnement pourra s'appliquer à l'égard du roi de Naples, bien qu'on ne puisse pas dire qu'il ait matériellement abdiqué, puisqu'il n'a quitté sa capitale que pour aller s'enfermer dans une place forte et s'y défendre. Mais l'impossibilité du maintien de son autorité s'est manifestée d'une manière bien plus énergique encore que pour les autres souverains, par la désorganisation générale qui s'est emparée de son gouvernement au moment où la révolution de Sicile a mis le pied dans ses États continentaux. Le pouvoir de François II n'a pas été renversé par la force, il est mort de consomption; l'arbre était pourri, et le moindre mouvement l'a fait tomber en dissolution. Il n'y avait rien à espérer d'un gouvernement qui en était venu à ce point de décadence; et, de toutes les anciennes dynasties italiennes, la maison de Naples est sans contredit celle qui a le plus préparé et le plus mérité sa chute.

XI

Nous croyons avoir suffisamment établi par ce qui précède que le principe de légitimité, que l'on regarde avec raison comme un des principaux éléments de force et de prospérité des États, n'est en rien compromis



par le mouvement de l'indépendance italienne, ainsi que l'ont soutenu les partisans de l'ancien ordre de choses auquel ce mouvement vient de mettre fin. La révolution d'Italie s'est accomplie, nous l'avons reconnu, identiquement dans les mêmes conditions que tant d'autres grandes révolutions que l'Europe a non-seulement reconnues, mais glorifiées, sans craindre qu'il en résultât aucun danger pour l'ordre social. Non, jamais on ne s'est imaginé que la légitimité fût en péril parce qu'un peuple, poussé à bout par une longue oppression, renversait des souverains qui avaient toujours fait cause commune avec l'ennemi public, pour élever à leur place une dynastie nationale, favorable à la liberté et à l'indépendance. Non, ce serait faire injure à la monarchie que de confondre sa cause avec celle du despotisme, et ses ennemis seuls ont pu le faire. Non, nous ne pouvons admettre que la légitimité soit fondée sur l'oppression, et que les souverains soient intéressés au triomphe de la tyrannie. Nous sommes, au contraire, intimement persuadé que les droits des princes ne sont point inconciliables avec ceux des peuples, et que le principe héréditaire des monarchies est favorable à la liberté, loin d'y mettre obstacle. L'Angleterre, le pays du monde où la royauté est entourée du plus profond respect, et où les droits du souverain sont le plus vénérés, est en même temps celui où le peuple jouit de la plus grande somme de garanties individuelles, et c'est là que se trouve réalisé dans toute sa pureté cet heureux accord de l'ordre et de la liberté que tant de peuples ont en vain poursuivi. Et quel était donc le but des

Italiens en renversant leurs princes, si ce n'est précisément de chercher à concilier l'ordre avec la liberté ? S'ils avaient obéi aux sentiments qui ont été le mobile de tant d'autres révolutions, ils auraient proscrit non-seulement leurs souverains, mais le principe monarchique lui-même, ils auraient cherché sous le nom de république un système d'anarchie favorable au déchaînement des passions démagogiques. Ils n'ont rien fait de semblable ; c'est le despotisme seul qu'ils ont combattu et renversé, ce n'est pas la monarchie. Et comment oserait-on encore soutenir que le principe de légitimité, que les droits des souverains sont mis en jeu dans cette lutte, lorsqu'on voit ce peuple se ranger avec enthousiasme autour du roi qu'il a élu, et montrer, par la fondation du royaume d'Italie, qu'en secouant le joug et se proclamant indépendant, son unique but était d'établir une monarchie, mais une monarchie constitutionnelle, à la place d'une monarchie qui ne connaissait d'autre loi que l'arbitraire, un gouvernement national, à la place d'un gouvernement étranger et ennemi ?

XII

Mais il y a plus, et non-seulement nous sommes convaincu que le principe de légitimité est complètement en dehors de la question italienne, et a été, dès le début de cette crise, mis par le peuple italien lui-

même à l'abri de toute secousse et au-dessus de toute atteinte ; mais c'est au nom même de l'ordre social, au nom des droits des souverains, au nom de ce principe de légitimité qu'on croit en danger, que nous conjurons l'Europe de laisser s'accomplir en Italie cette grande œuvre de régénération qui doit rendre à la vie politique un peuple intelligent et digne d'être libre. Dans sa proclamation aux peuples de l'Italie méridionale, au moment d'aller prendre possession du royaume que l'épée et le génie de Garibaldi venaient de rendre à l'indépendance, Victor-Emmanuel disait : « Ma politique ne sera peut être pas inutile pour réconcilier en Europe le progrès des peuples avec la stabilité des monarchies. » Ces remarquables paroles nous présentent l'émancipation italienne sous un jour tout nouveau ; elles nous la montrent comme une question d'ordre public, qui ne touche pas seulement aux intérêts de l'Italie et de l'Autriche, mais dont les résultats, loin d'être circonscrits dans la Péninsule, sont appelés à exercer une influence salutaire et peut-être décisive sur la condition de tous les peuples du monde. Oui, nous ne saurions le dissimuler, de regrettables symptômes de désaffection et de défiance se sont trop souvent de nos jours manifestés dans l'esprit des peuples à l'égard des souverains, et ont troublé l'union étroite qui doit toujours exister entre les gouvernants et les gouvernés. Trop fréquemment encore il arrive qu'on ne veut voir dans la monarchie qu'un obstacle à la liberté, dans l'hérédité qu'un enchaînement perpétuel des volontés d'un peuple, dans

la stabilité des gouvernements qu'une longue servitude. A quoi attribuer ce fâcheux antagonisme qui trop souvent anime les peuples contre leurs chefs, si ce n'est à la voie déplorable dans laquelle sont entrés certains gouvernements, qui, persistant à se mettre en opposition constante avec l'esprit public, combattant la liberté comme un principe démoralisateur, réprimant toute aspiration libérale comme un acte d'insubordination, se refusant obstinément à toute concession, ont accumulé sur eux le poids d'une haine irréconciliable, et compromis le principe monarchique lui-même? Il est des princes (et pour son malheur l'Italie n'en a jusqu'ici pas eu d'autres) qui ont cherché en toute occasion à se poser en adversaires de leurs sujets; il en est résulté qu'à force de lutter et de souffrir, les peuples en sont venus à regarder le souverain comme l'ennemi, et la monarchie comme une force matérielle dont le rôle est d'arrêter tout progrès, d'étouffer tout esprit de liberté, de comprimer tout essor et toute aspiration généreuse. Funeste disposition, qui tendrait à se généraliser si le principe de l'absolutisme l'emportait sur le principe libéral. Un peuple qui se trouve dans des conditions semblables, et qui voit dans son gouvernement l'obstacle à la prospérité publique, ne peut qu'appeler de tous ses vœux sa chute; et telle est l'origine de ce déplorable esprit de changement qui a été la cause de tant de soulèvements et de désordres, et qui, dans les nombreuses révolutions dont l'Italie a été jusqu'à ce jour le théâtre, a trop souvent changé le mouvement

national en convulsions subversives, et fait prendre à l'anarchie la place de la liberté. — On le voit, un mal profond a été fait par les gouvernements despotiques ; ce mal, il faut le réparer. Or le seul remède efficace, c'est de montrer aux peuples, par un gouvernement sage et libéral, que monarchie n'est pas synonyme de despotisme, qu'autorité ne veut pas dire oppression, que le souverain, qui trop souvent s'est fait l'antagoniste de la liberté, peut aussi se faire son allié, et marcher, de concert avec son peuple, dans une voie de progrès. En d'autres termes, pour réparer ce mal, pour rendre au principe de légitimité son prestige, et réhabiliter aux yeux de tous la monarchie qu'on a discréditée et calomniée en la rendant solidaire des abus de quelques despotes, il faut travailler sans relâche à réconcilier les droits des souverains et ceux des peuples, que des esprits étroits, partis de points de vue opposés, ont voulu condamner à un éternel antagonisme. On l'a dit, et l'on ne saurait trop le répéter : le libéralisme seul peut clore l'ère des révolutions. C'est en poursuivant incessamment et sans se décourager le secret de cette noble alliance de l'ordre et de la liberté, dont on a voulu nier la possibilité, faute d'avoir su la découvrir, c'est en assurant aux peuples des garanties constitutionnelles, et substituant partout le règne de la loi à celui de l'arbitraire, qu'on vengera le principe monarchique des atteintes qu'il a pu subir, et qu'on le rehaussera d'un éclat nouveau. C'est là le vrai caractère de l'œuvre qui s'accomplit en Italie : partout le libéralisme constitutionnel s'élève

sur les ruines du despotisme autrichien ; résultat heureux, non-seulement sous le rapport du développement de la liberté, mais encore au point de vue du maintien de l'ordre. En effet, le véritable élément de désordre en Italie, c'était ce système de tyrannies locales et de compression qui poussait fatalement les peuples à la révolte ; le véritable état révolutionnaire et irrégulier, c'était le régime inauguré par les traités de 1815. En renversant l'ancien état de choses, pour substituer à tous ces gouvernements ennemis un gouvernement unique et national, les Italiens suppriment une cause d'agitations sans cesse renaissantes, et donnent à leur Constitution un élément de stabilité qui lui a manqué jusqu'à ce jour. Se mettre à la tête de ce mouvement national, le diriger, utiliser, en les modérant, les forces de cette grande révolution, ce n'est pas agir avec témérité, ce n'est pas introduire dans l'existence des États ce dangereux esprit d'innovation qui détruit sous prétexte de remplacer, c'est au contraire faire preuve de sagesse et de prévoyance, c'est travailler pour l'avenir, c'est, en un mot, un rôle digne du gouvernement qui a toujours représenté en Italie le principe de la monarchie constitutionnelle. C'est une entreprise qui, loin d'inspirer des inquiétudes aux amis de la paix, doit être envisagée par eux avec confiance et satisfaction, puisqu'elle aura pour résultat de consolider l'ordre social et non de l'ébranler. — Oui, nous croyons fermement que l'œuvre de ceux qu'on se plaît à appeler les révolutionnaires italiens, est une œuvre essentiellement conser-

vatrice, qui aura pour résultat non-seulement d'asseoir le gouvernement de l'Italie sur une base plus ferme et plus durable, mais encore de réconcilier les peuples avec leurs souverains, en réalisant à leurs yeux cette union intime qui résulte d'une affection réciproque, d'une communauté de vues et d'intérêts, et du respect des droits de chacun. Nous en avons la conviction, l'avenir justifiera d'une manière éclatante la révolution de l'indépendance italienne aux yeux de ceux même qu'elle peut aujourd'hui alarmer ; et, de tous les bienfaits que nous la croyons appelée à rendre à l'humanité tout entière, le plus inappréciable assurément sera d'avoir prouvé une fois de plus à l'Europe que les monarchies n'ont pas de plus redoutable ennemi que le despotisme, et qu'une politique libérale peut seule établir et conserver entre les gouvernements et les peuples cette concorde et cette harmonie sur lesquelles reposent le bien-être des nations, la force des États et la paix du monde.
